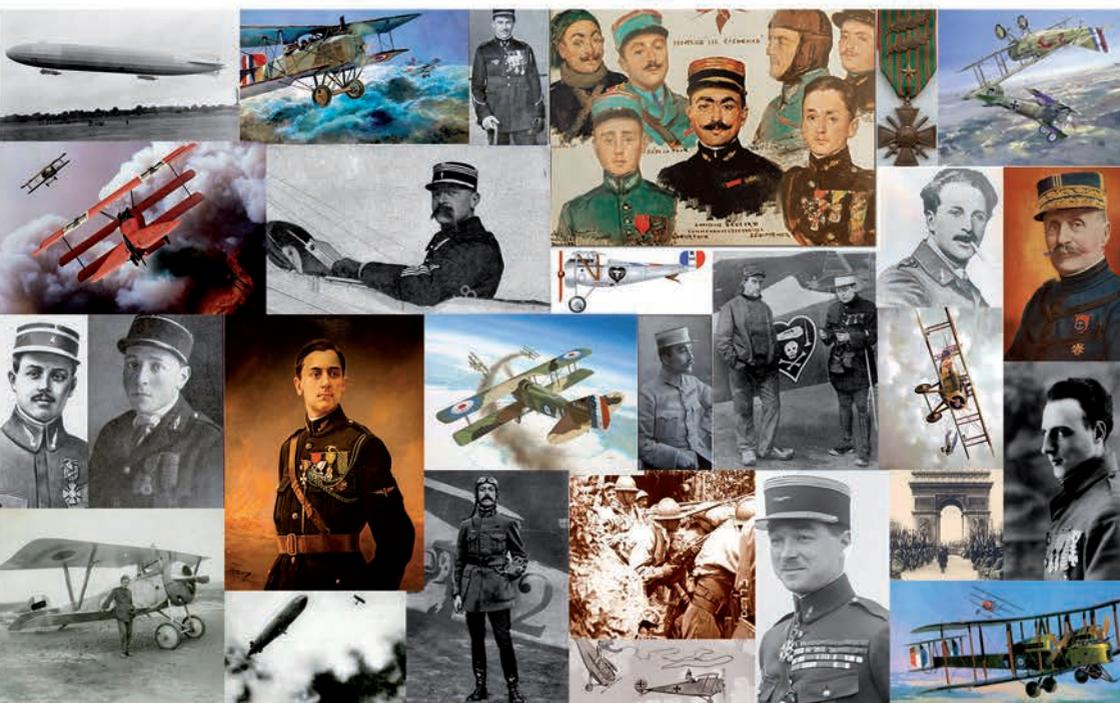


Hors série mars 2014

LES CARNETS DU TEMPS

La Grande Guerre



Enseignement militaire supérieur Air



La Grande Guerre constitue un moment unique et exceptionnel dans l'histoire de la puissance aérienne. Elle a permis d'explorer tous les domaines d'emploi, du bombardement stratégique à la maîtrise de l'air, en passant par les missions tactiques et opératives, ainsi que le renseignement. Véritable émulateur du progrès technique et de l'innovation, entraînant un développement considérable de l'industrie aéronautique jusqu'à artisanale, elle a permis de jeter les fondements sur lesquels l'aviation militaire, forte de l'identité et de la légitimité qu'elle a acquises, s'appuiera pour accéder à l'autonomie puis à l'indépendance, aboutie avec la naissance de l'armée de l'air en 1934.

Je remercie l'équipe de rédaction de nous offrir avec ce numéro hors-série des *Carnets du Temps* une lecture riche et originale sur cette période historique si importante.

Général d'armée aérienne Denis Mercier
Chef d'état-major de l'armée de l'air

Centre d'enseignement militaire supérieur Air (CEMS Air)

Directeur de la publication :
Col Bernard Dartaguiette

Rédacteur en chef :
Cdt Jérôme Leroy

Rédacteur en chef adjoint :
Cne Safya Chodkiewicz

Rédacteurs du CESA :
Adc Jean-Paul Talimi
Sgc Fanny Boyer

Maquette :
M. Emmanuel Batisse
M. Philippe Bucher
Clc Zita Martins Nunes
Avt Antoine-David Da Silva
Manteigas

Crédits photographiques :
Fonds documentaire de la
bibliothèque du CESA

Diffusion :
M. Pierre d'Andre

Correspondance :
CEMS Air
1 place Joffre,
75700 PARIS SP 07 - BP 43
Tél. : 01 44 42 80 64
MTBA : 821 753 80 64
st.cesa@inet.air.defense.gouv.fr

Impression :
Imprimerie moderne de l'Est

Tirage 2 500 exemplaires

Les opinions émises dans les
articles n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

TOUS DROITS DE REPRODUCTION RÉSERVÉS
ISSN 1769-4752

Relations internationales - Géopolitique

Comment est-on entré dans la Grande Guerre ? 2

Économie

L'effort de guerre 6

Stratégie

1914-1918, naissance et affirmation des spécialités de
l'aéronautique militaire 9

Aviateurs

Les As de l'aviation : construction d'un mythe 11

Histoire de l'aéronautique

1914-1918, l'effort industriel et technique 13

Droit et institutions

La Société des nations (SDN) ou
le concept de paix par le droit 14

Histoire

La Grande Guerre 18

Ethique

Le sacrifice *pro patria* durant la Grande Guerre 22

Arts

La *Grande Illusion* de Jean Renoir (1894-1979) 25

Tradition

Naissance de l'aviation militaire française
et création de la cocarde 27

Comment est-on entré dans la Grande Guerre ?

L'adhésion des sociétés européennes à une guerre brutale, mais courte, a déterminé en grande partie l'acceptation d'un conflit inédit, tant par sa violence que par sa durée. La rapidité du processus du déclenchement de la guerre, entre la fin du mois de juin et celle de juillet, explique l'absence de mobilisation internationaliste hostile au conflit comme de manifestations d'exaltation nationaliste. L'engrenage des alliances rend le conflit inéluctable mais l'opinion saisit mal les ressorts de cette diplomatie qui précipite le monde dans la guerre.

Crispations

Le précédent des Balkans a uniquement suscité l'attention de quelques cercles de décideurs militaires qui profitent des guerres de 1912-1913 pour armer les belligérants. Grecs, Serbes, Roumains et Bulgares se divisent à propos des nouvelles frontières dessinées sur les restes de l'empire ottoman. À l'instar de la crise marocaine en 1905 et 1911, les leçons du conflit et les crispations suscitées par l'éveil des nationalités n'alertent pas les opinions sur les risques d'un affrontement généralisé.

La guerre est encore vécue comme une hypothèse d'école par les sociétés, mais elle est présente dans les esprits et parfois revendiquée pour ses vertus palingénésiques : un conflit permettrait de régénérer un corps social « embourgeoisé et vieilli ». De nombreux groupes patriotiques y voient l'occasion de régler enfin la question des nationalités restée en suspens dans de nombreux empires : la France espère le retour des « provinces perdues », l'Alsace et la Moselle ; l'Allemagne veut s'ouvrir de nouveaux débouchés ; la Russie se rêve en défenseur de la diaspora slave, etc.

Sarajevo

L'assassinat de l'archiduc-héritier François-Ferdinand par un nationaliste serbe à Sarajevo déclenche une réaction en chaîne de provocations vo-



L'assassinat de l'archiduc François Ferdinand d'Autriche-Hongrie et de sa femme, par Gavrilo Princip, le 28 juin 1914 à Sarajevo. Ce double meurtre, commandé par la Main noire, va précipiter le monde dans la Grande Guerre.

lontaines conduisant à la guerre. L'engrenage des alliances rend l'affrontement inévitable. Dès le 5 juillet, l'Allemagne annonce son soutien à l'Autriche pour « régler la question serbe ». Le 23, Vienne envoie un ultimatum à la Serbie. Les relations diplomatiques sont rompues entre les deux pays. Le 28, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie.

La mécanique des mobilisations est enclenchée dès le 29 juillet. Berlin envoie un ultimatum à

Saint-Pétersbourg le 31 juillet. L'opinion européenne ne mesure pas encore les conséquences d'un tel engagement. Lorsque le 1^{er} août l'Allemagne déclare la guerre à la Russie, il est alors trop tard. Le 3, c'est au tour de la France de recevoir la déclaration de guerre allemande. Le 4, l'Angleterre lui emboîte le pas.

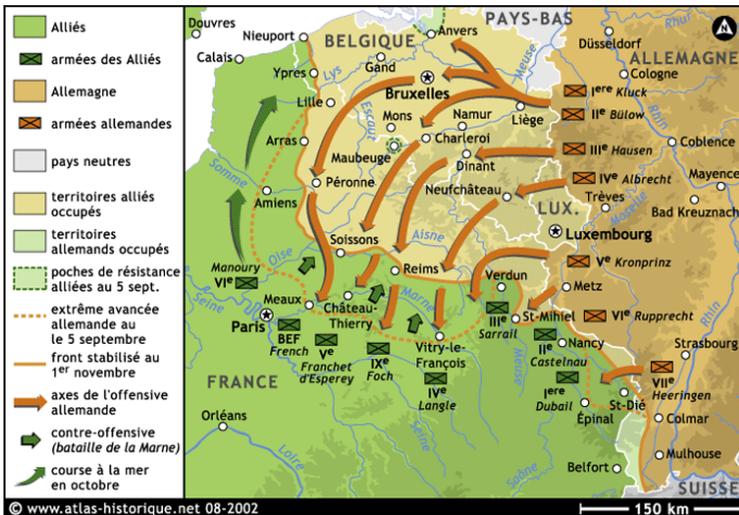
L'enchaînement des étapes conduisant à l'abîme semble simple. Pourtant, la dimension irrationnelle de la guerre demeure un mystère pour les historiens. L'acceptation par avance de la guerre tient pour beaucoup dans l'illusion d'une guerre courte. Les leçons de la guerre de Sécession (1860-1865), ou encore celle qui voit s'affronter la Russie et le Japon au début du siècle, n'ont pas été correctement interprétées : ces guerres laissaient entendre que la puissance industrielle infligerait aux pays belligérants des pertes lourdes dans un temps court, les obligeant à négocier rapidement une paix. Les transformations techniques de l'artillerie, le discours idéologique et l'expérience combattante inédite portaient pourtant en germe les prémices d'un conflit appelé à durer.

L'absence de veillée d'armes

Malgré le caractère inéluctable du conflit à partir de Sarajevo, les opinions ne conçoivent pas l'inévitable. En France, les moissons et l'affaire Caillaux font écran aux événements balkaniques. La brusquerie de la déclaration de guerre a neutralisé deux formes de mobilisation contradictoire. D'un côté, les

les Anglais s'en prennent à eux. Même les Britanniques se sont sentis menacés dans leur rôle de garant du droit international lorsque les Allemands ont violé la neutralité belge co-garantie par le Royaume-Uni et par l'Allemagne ! Les autorités britanniques inviteront les scouts à se poster en sentinelles le long des côtes de la Manche au cas où...

Ces premières semaines de l'été 1914 ont été décisives dans l'acceptation d'un conflit dont on ne peut imaginer le déroulement. L'illusion d'une guerre courte et le sentiment d'être dans son bon droit confortent la volonté d'accepter cette guerre. En 1915, le conflit est déjà devenu la Grande Guerre. Elle n'en est qu'à son commencement.



L'effort de guerre

En 1915, alors que le premier conflit mondial semble s'installer durablement, le gouvernement français doit faire face à des dépenses militaires très élevées. Il décide alors de mettre en place une économie de guerre. À l'arrière comme au front, chacun doit participer à l'effort dans ce contexte de guerre de plus en plus totale.

D'un front à l'autre, un effort de guerre total et généralisé

La Grande Guerre mobilise toutes les ressources du pays, aussi bien au front qu'à l'arrière :

La mobilisation des soldats au front :

La plupart des hommes, y compris ceux issus des Empires coloniaux, sont mobilisés pour partir au front, tandis que quelques ouvriers très spécialisés travaillent pour la défense.

« L'arrière » au service des combattants :

Avec le départ des hommes au combat, il est nécessaire de réorganiser le marché du travail, en particulier dans le domaine de l'industrie militaire. Les femmes (parfois même les enfants et les vieillards) sont ainsi déployées dans de nouveaux secteurs tels que les transports, l'agriculture ou l'industrie, notamment les « munitionnettes », femmes employées dans les usines d'armement. Mais l'État fait aussi appel aux colonies : plus de 180 000 travailleurs venus d'Indochine et d'Afrique participent à l'effort de guerre. Pour accroître la productivité de ce « front logistique », la durée de travail quotidienne passe de 12 à 14 heures.

Économie de guerre et interventionnisme de l'État

Le pouvoir politique n'imaginait pas que la guerre fût aussi onéreuse. Dans ce contexte, il prit la décision d'adapter l'économie aux besoins de la guerre et de mobiliser l'ensemble des moyens militaires, politiques et industriels pour accéder à la victoire.

Les mesures d'intervention prises par l'État pour financer la guerre :

– *Augmentation des impôts* : les taxes sont augmentées sur l'alimentation, le tabac ou encore l'alcool. Par ailleurs, l'impôt sur le revenu, voté en 1914, est prélevé à partir du 1^{er} janvier 1916.



– *Bons et emprunts de la Défense nationale* : avec ses bons du Trésor, rebaptisés « *bons de la Défense nationale* », et ses quatre campagnes d'emprunts nationaux « *Ils donnent leur sang, donnez votre or* » (1915-1918), le gouvernement incite les épargnants à placer leur argent. Ces campagnes rapporteront respectivement à l'État 50 et 55 milliards de francs.

– *Emprunts internationaux* : les crédits nationaux n'étant pas suffisants, le gouvernement fait appel à l'aide financière de la Grande-Bretagne (13 milliards entre 1914 et 1918) et des États-Unis (3 milliards entre 1914 et 1916).

– *Contrôle des marchés* : l'État exerce un important contrôle sur les prix et le commerce extérieur (taux de change, répartition des matières premières, etc.). Si les salaires augmentent, le coût de la vie croît également, notamment en raison de l'inflation monétaire que le Gouvernement contrôle afin d'ajuster le montant de ses remboursements. Ce type d'interventionnisme alimente la guerre économique entre les pays européens.

Les mesures d'intervention prises par l'État pour mettre l'industrie au service de la guerre : pour faire face aux besoins de la guerre, en particulier en matière de transport et d'armement, l'État encourage l'essor de l'industrie, sur les conseils des grands responsables industriels et des scientifiques.

– *l'État relance la production industrielle* : produire massivement des armements est une condition *sine qua non* de la victoire. La plupart des régions industrielles étant en conflit ou occupées par les Allemands, l'État décide de relancer d'anciennes zones industrielles et d'en créer de nouvelles, notamment en Île-de-France. Le travail à la chaîne se développe et le nombre d'employés dans l'industrie augmente considérablement. L'industrie aéronautique passe ainsi de 2 000 à 168 000 employés entre 1914 et 1918.

– *l'État procède à des réquisitions* : les voies de communication et les moyens de transport sont réquisitionnés pour le transport des soldats et l'acheminement des approvisionnements. La production de charbon augmente de 500 millions de tonnes entre 1915 et 1917. Certaines industries sont contraintes de changer d'activité : transport pour les unes et armement pour les autres ; Citroën, Renault produisent 750 chars d'assaut et 2 millions d'obus en 1918. L'État fixe les prix et lance les commandes prioritaires en matière d'armement.

Populations civiles : leviers psychologiques et conséquences matérielles et sociales

Dès le 31 juillet 1914, l'Union sacrée est instaurée entre tous les partis politiques afin que chaque Français participe à l'effort de guerre, quelles que soient ses convictions politiques.

L'État met en place une véritable propagande

Avec ses campagnes d'affichage, l'État enjolive la réalité – il idéalise les soldats, masque les défaites et les atrocités de la guerre, afin de rassurer l'opinion publique et de la mobiliser autour de l'effort de guerre. Il prévient ainsi les mutineries et encourage le soutien financier à l'État pour la poursuite de la guerre.

Les conséquences matérielles pour la population civile

À l'arrière, la pénurie de matières premières se généralise (charbon, savon, etc.) et la guerre de l'approvisionnement fait rage (les Français et les Anglais tentent un blocus contre les Allemands). La pénurie des denrées alimentaires est tout aussi importante : la population est appelée à consommer moins et à cultiver à domicile.

Après la guerre, les pays européens sont très endettés, à hauteur de 200 milliards de francs pour la France (1919) et 28 fois plus pour l'Allemagne. Tout le système économique, politique et social français est à consolider.

DOCUMENT 3 Les usines Renault dans la guerre		
	1914	1918
Production annuelle des usines Renault		
Voitures	1 484	553
Camions	174	1 793
Chars d'assaut	0	750
Moteurs d'avions	0	5 000
Obus (75 et 155)	0	2 000 000
Superficie des usines	11,5 ha	34 ha
Effectifs (travailleurs)	6 300	22 500
dont les femmes (en pourcentage des effectifs)	3,8 %	31,6 %

Source : Centre de recherche, d'information et de débats sur la première guerre mondiale.

Sous la haute direction de monsieur François Pernot, professeur des Universités en histoire moderne - Université de Cergy-Pontoise

1914-1918, naissance et affirmation des spécialités de l'aéronautique militaire

En novembre 1914, le général Joffre, tirant les enseignements de trois mois d'opérations, discerne trois domaines d'emploi fondamentaux de l'aéronautique aux armées, qui vient de faire ses preuves lors de la bataille de la Marne. Le premier concerne l'observation et la reconnaissance. Le deuxième se rapporte au bombardement, qui a fait ses premières armes dès le mois d'août précédent. Le troisième s'identifie au combat entre aéroplanes, marqué par la première victoire aérienne de l'histoire, remportée par l'équipage constitué de Frantz et Quenault, un mois auparavant. En quelques lignes, le commandant en chef des armées françaises vient de définir les grandes spécialités d'une aviation à peine en voie d'institutionnalisation avant les hostilités.

Le renseignement aux armées

Son utilité ne laissant place à aucun doute dans les premiers mois des hostilités, le renseignement aérien, d'abord stratégique, devient tactique lorsque, à la fin de 1914, s'ouvre une guerre de positions qui s'étend sur près de trois ans et demi. Elle permet de reconnaître les positions ennemies, de déceler les préparatifs d'attaque ennemis, d'accompagner l'infanterie au combat et de régler les tirs de l'artillerie amie. Formée en une aéronautique dite de corps d'armée, elle œuvre en étroite coopération avec les forces terrestres à des fins essentiellement tactiques. En 1916, après la surprise de l'attaque allemande sur Verdun, le haut commandement crée une aviation de reconnaissance à vocation opérative, capable d'opérer sur les arrières ennemis, jusqu'à 50 km de profondeur. En 1918, confronté à des offensives d'une ampleur encore jamais vue, il se dote d'escadrilles de renseignement à caractère stratégique, dites de groupe d'armées, ayant pour mission de survoler le territoire tenu par l'adversaire à grande distance (150 à 200 km) afin de rapporter tous les indices possibles, en particulier grâce à la photographie, d'une quelconque entreprise.



Le sergent Frantz avec son mécanicien-bombardier Quenault devant leur *Voisin LA-III*.

Entre bombardement stratégique et opératif

Le développement du bombardement se révèle plus heurté. En 1914, les équipages français larguent sur l'ennemi des fléchettes en acier et des obus réformés en guise de bombes. Le premier groupe de cette spécialité apparaît en novembre de cette année, et le haut commandement lui confère, ainsi qu'aux autres formations constituées peu après, une vocation stratégique. Les raids menés sur l'industrie de guerre allemande ayant échoué avec de fortes pertes, les bombardiers, versés dans les armées terrestres, sont relégués à des missions tactiques. S'il est employé de temps à autre pour frapper des objectifs industriels proches des lignes, ce n'est qu'en 1918 que le bombardement trouve sa voie définitive. Organisé en de puissantes escadres, au sein de la division aérienne du général Duval, il intervient dans le cadre de missions d'interdiction derrière le front ennemi (30 à 40 km) pour frapper les postes de commandement, les troupes en marche, les bivouacs et les convois.

La chasse et la maîtrise de l'air

Pour certaines raisons, techniques notamment, la chasse est la dernière des spécialités constituée au sein de l'aéronautique militaire. Les premières escadrilles sont créées en 1915 après qu'un système rudimentaire de tir à travers le champ de l'hélice a été réalisé (le tir synchronisé n'apparaît qu'au début de 1916, alors que les Allemands le possèdent depuis le printemps 1915). Avec Verdun, le chasseur s'impose comme un instrument de domination du ciel qui permet de conduire la bataille au sol dans les meilleures conditions possibles. Le principe est appliqué avec une grande efficacité lors de l'offensive de la Somme (1916), marquée par la formation d'unités autonomes et permanentes auxquelles revient la tâche d'éliminer les chasseurs et les avions d'observation ennemis. La chasse française devient partie intégrante de la division aérienne en 1918. Elle est alors chargée de remporter la supériorité aérienne afin de permettre aux escadres de bombardement de cette grande unité d'opérer dans la plus grande liberté possible.

À la fin de la guerre, telle une cellule souche qui a donné naissance à des cellules différenciées, l'aéronautique militaire est organisée autour de trois grandes spécialités dont les missions sont parfaitement définies et se complètent en un ensemble logique et efficace.

Les As de l'aviation : construction d'un mythe

Alors que les combats font rage dans la boue des tranchées, les journalistes relatent plus volontiers les exploits des pilotes d'avions. Leurs victoires font souvent l'objet d'élogieux communiqués de presse. Les journalistes français reprennent alors la notion d'As – expression consacrée pour désigner une personne exceptionnelle – pour qualifier ces pilotes émérites.

Naissance de la chasse

Au début de la guerre, l'opinion publique est persuadée que le progrès technique aboutira à une guerre courte. Les canons, les avions et les nouvelles inventions secondent l'homme pour aboutir à une victoire facile. Cependant après un an de guerre les deux camps s'observent dans l'immobilisme des tranchées dans lesquelles les soldats supportent les pires conditions de vie. Les avions sont chargés d'observer les lignes ennemies. Pour cela les pilotes notent des renseignements et prennent des photographies. Afin de rendre ces missions impossibles, il faut donc armer les avions.

Le 5 octobre 1914, le sergent aviateur Joseph Frantz et son mitrailleur, le caporal Louis Quenault, effectuent une mission de reconnaissance dans la région de Reims. Ils rencontrent un avion de reconnaissance allemand du type *Aviatik B II*. Quenault l'ajuste avec son fusil-mitrailleur et après une interminable poursuite il atteint l'avion allemand, qui s'écrase au sol. Crédités de la première victoire aérienne officielle de l'histoire, Joseph Frantz et Louis Quenault sont décorés respectivement de la croix de Chevalier de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire. Le haut commandement autorise Roland Garros à poursuivre ses recherches sur un système de tir à travers l'hélice qui donnera naissance aux premiers chasseurs monoplaces.

Naissance des As

Pour faire oublier le quotidien dans les tranchées où le *Poilu* subit les affres du froid, de la boue et des bombardements, les journalistes présentent le pilote de chasse comme un héros des temps modernes, un héros mythique qui combat dans le ciel d'où viendra la victoire. « *Être seul, être maître de votre vie pour utiliser votre habileté face à l'ennemi. Dans cette guerre moderne c'était le seul endroit où vous pouviez voir votre adversaire et l'affronter dans un combat mortel. Le seul endroit où il y avait un esprit chevaleresque et de l'honneur* ». ⁽¹⁾

En Allemagne, chaque jour, le tableau de chasse des pilotes ainsi que leurs médailles sont publiés.

Pour se voir décerner le titre honorifique d'As en France, il faut être crédité d'au moins cinq victoires. Toutefois les critères d'homologation ne sont pas identiques selon les pays. Ainsi, pour les Français comme pour les Allemands, il faut réunir plusieurs témoignages concordants et retrouver l'épave de l'avion abattu pour pouvoir homologuer la victoire. Si l'avion ennemi s'écrase dans ses propres lignes ou si le pilote ne peut fournir de témoin, la victoire est jugée « probable ».

Pour les Anglais, le témoignage du pilote suffit car « *on ne pouvait mettre en doute la parole d'un officier* ». Vues du sol, les joutes aériennes ressemblent à une bataille de guêpes dont les règles échappent au commun des mortels.

Un héros solitaire ?

Toutefois, le sort du pilote en vol n'est pas plus enviable que celui des *Poilus*. Pour ne pas alourdir l'avion, ils combattent sans parachute, réservé aux aéro-stiers. Une fois en vol, ils ne peuvent communiquer que par gestes entre eux car le bruit du moteur couvre le son de leur voix et projette de l'huile chaude sur des visages déjà meurtris par le vent et le froid. L'avion est une fragile armure, dont le bois et la toile ne protègent pas l'équipage. En cas d'incendie, le seul recours est de se jeter dans le vide. « *Le pilote est seul à bord, seul dans le ciel, en face de sa Conscience. Il lui faut une grande force d'âme pour ne jamais faiblir et se porter isolément au combat.* »⁽²⁾

En 1915, l'espérance de vie d'un pilote est de quinze jours. Cette fragilité de la vie soude la confrérie des pilotes dans un élan de fraternité. Cependant ces hommes restent avant tout des chasseurs solitaires avides de victoires qui ne pensent qu'à voler au-dessus des nuages pour surprendre les ennemis. Comme le souligne Guynemer : « *Et le secret de beaucoup de pilotes de chasse, devenus des As, c'est d'avoir voulu en abattre. Je reste accroché à mon adversaire comme si je rageais !* »⁽³⁾.

	Noms	Victoires
1	René Fonck	75
2	Georges Guynemer	53
3	Charles Nungesser	43
4	Georges Madon	41
5	Maurice Boyau	35
6	Michel Coiffard	34
7	Leon Bourjade	28
8	Armand Pinsard	27
9	René Dorme	23
10	Gabriel Guérin	23
11	Alfred Heurtaux	22
12	Claude Haegelen	22
13	Pierre Marinovitch	21
14	Albert Deullin	20
15	Jacques Ehrlich	19
16	Henri Hay de Slade	19
17	Bernard Barny de Romanet	18
18	Jean Chaput	16
19	Armand de Turenne	15
20	Jean Sardier	15

1. Cecil Arthur Lewis - *The Trumpet Is Mine* (1938).

2. Chambe René - *Histoire de l'aviation*, Paris 1958.

3. Chambe René - *Histoire de l'aviation*, Paris 1958.

Sous la haute direction de monsieur Patrick Facon, chargé de mission au CESA

1914-1918, l'effort industriel et technique

À une aéronautique encore indifférenciée lorsqu'elle éclate, la Grande Guerre permet d'accomplir des progrès techniques des plus considérables. L'industrie qui la soutient pendant ces quatre années, organisée de façon méthodique et efficace, lui fournit des avions, des moteurs et des équipements qui lui confèrent progressivement l'ascendant sur l'aviation ennemie et lui vaut une réputation d'excellence telle qu'une part non négligeable des matériels réalisés sont vendus à l'exportation.

L'effort industriel

En 1914, le secteur aéronautique français ne mérite pas le nom d'industrie. Il est encore artisanal et dominé par les inventeurs-constructeurs qui ont fait les grandes heures de l'aéronautique naissante quelques années auparavant. La fiabilité des avions et des moteurs qui sortent de ses ateliers est appréciée à un point tel que la France en exporte près d'un quart dans de nombreux pays, tels que la Russie, la Serbie ou encore l'Italie, ou en vend les contrats de licence.

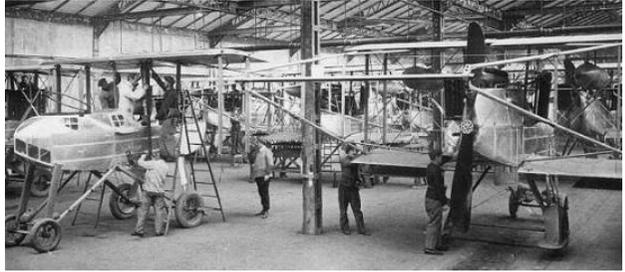
La guerre, de par les besoins qu'elle induit, entraîne une formidable augmentation de la production industrielle, qui atteint 52 000 avions de 965 types différents, dont la moitié assemblée en 1918, 92 000 moteurs et 400 000 tourelles de mitrailleuse. Une part non négligeable des premiers (10 500) va aux nations qui combattent aux côtés des Français (États-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Italie, Belgique, Roumanie), tandis qu'une partie des seconds, au nombre de 24 500, est exportée.

Hormis ces chiffres considérables, l'industrie aéronautique réalise des appareils dont la qualité ne cesse de grandir au fil du temps. Ces progrès résultent essentiellement du travail mené par des structures chargées de surveiller les processus de production. Il en va ainsi du service des fabrication de l'aviation, créé avant la guerre et ayant la tâche de vérifier la conformité des avions, des moteurs, des hélices et des équipements avant leur sortie d'usine. De son côté, le service technique de l'aéronautique, apparu en février 1916, a pour mission de coordonner les études.

Une autre des caractéristiques de cette industrie réside dans le transfert de la production, avec l'accroissement des demandes exprimées par l'aéronautique aux armées, vers des sous-traitants de plus en plus nombreux. Au nombre de 39, ces derniers prennent à leur compte l'assemblage des appareils et des moteurs conçus par le petit noyau de constructeurs-inventeurs en place en 1914.

En 1918, le secteur de l'aviation a subi une révolution majeure. Il représente près de 13 % du produit national brut d'avant-guerre, soit 5 milliards de francs-or, et le nombre des usines qui le composent se monte à 102 réparties entre 62 entreprises. Quelque 183 000 ingénieurs et ouvriers, dont 34 000 femmes, y sont employés.

Ce développement est porté par les plans d'armement que les chefs de l'aéronautique aux armées engagent dès octobre 1914. Le projet programme la création de 65 escadrilles, tandis que celui de juillet 1915 porte sur 113 escadrilles représentant 1 000 avions ; celui de septembre 1916, 169 escadrilles de 1 950 avions ; celui de mars 1917, 189 escadrilles de 2 665 avions ; et celui d'octobre 1917, 238 escadrilles de 2 770 avions.



Avions Breguet-Michelin série IV. Montage des nacelles en novembre 1916 à Clermont-Ferrand.

DR

Des avions de grande qualité

Parmi les aéroplanes qui atteignent les seuils de production les plus importants figurent le *SPAD S.XIII* (7 300 exemplaires), le *Nieuport* à moteur Rhône (7 200 exemplaires), le *Breguet 14* (5 500 exemplaires), le *Sopwith* (4 200 exemplaires), le *SPAD S.VII* (3 500 exemplaires), le *Salmson 2A.2* (3 200 exemplaires), le *Caudron G.III* (2 450 exemplaires) et le *Voisin 10* (1 850 exemplaires). Le génie inventif et les qualités d'un certain nombre de grands ingénieurs, tels que Béchereau, chez Blériot-SPAD, ou encore Gustave Delage, chez Nieuport, ou bien Marc Birkigt, chez Hispano-Suiza, permettent de concevoir des modèles d'avions et de moteurs d'une grande qualité, pour certains d'entre eux, les meilleurs du conflit. À la fin des hostilités, les immenses efforts de standardisation consentis font que toutes les escadrilles de chasse sont dotées de *SPAD S.XIII*, tandis que celles de bombardement sont équipées majoritairement de *Breguet 14*. De 1914 à 1918, les vitesses sont passées de 100 à plus de 200 km/h, tandis que les plafonds dépassent 6 500 m.

L'industrie d'avant la seconde guerre mondiale, engagée dans un processus de réarmement en 1933, n'atteindra pas un tel niveau de développement et de qualité.

La Société des nations (SDN) ou le concept de paix par le droit

La première guerre mondiale frappe les esprits par la cruauté des combats et par l'utilisation des armes modernes qui touchent désormais les civils. Les pertes effroyables et le nombre de blessés incitent les politiques à s'unir afin d'œuvrer pour la paix et d'empêcher que de tels massacres se reproduisent.

Genève

En janvier 1918, le Président américain Woodrow Wilson prononce devant le Congrès un discours en 14 points considéré comme un programme pour mettre fin à la première guerre mondiale et reconstruire l'Europe. Il affirme qu'« *une association globale de nations doit être formée par des engagements spécifiques garantissant une indépendance politique et une intégrité territoriale mutuelle identique à tous les pays, grands ou petits* ».

En 1919, la Conférence de la paix réunie à Paris adopte une résolution prévoyant que le pacte de la SDN fera partie des traités de paix. Le traité de Versailles, paraphé le 28 juin 1919, entérine dans sa partie I la création de la Société des nations (SDN) dont le siège est fixé à Genève.

Composition

Le Secrétariat général, qui siège de manière permanente à Genève, s'occupe de l'administration et prépare les dossiers étudiés par les deux organes temporaires. L'Assemblée générale est initialement composée des pays ayant ratifié le pacte puis par de nouveaux membres dont l'admission est subordonnée à l'approbation des deux tiers des membres. Cette assemblée, qui se réunit en séance plénière une fois par an, vote les résolutions et les recommandations. Le Conseil, compétent pour statuer sur toute question suscep-



Une séance du Conseil de la Société des nations.

tible d'affecter la paix mondiale, est composé initialement de neuf membres, puis treize, dont cinq membres permanents (Chine, France, Italie, Japon et Royaume-Uni), ainsi que huit membres temporaires. En tant qu'exécutif de la SDN, le conseil se réunit trois fois par an, notamment pour désigner à l'unanimité l'agresseur en cas de conflit.

Des institutions sont rattachées au Secrétariat général : le Bureau international du travail, la Banque des règlements internationaux, la Cour permanente internationale de justice et le Centre international de coopération intellectuelle. Le secrétaire général dispose également de commissions et de comités qui traitent de dossiers internationaux particuliers (par exemple la question des mandats, de l'esclavage, des réfugiés, du désarmement, ou de l'opium).

Les objectifs

La première mission est d'assurer la paix mondiale en garantissant l'indépendance et l'intégrité territoriale des États. À cette fin, la Société des Nations oppose le principe de sécurité collective à l'opération de force. Les États membres s'engagent ainsi à ne jamais se déclarer la guerre et à recourir à des procédures de conciliation pour régler des contentieux ou des litiges. En cas d'échec des négociations, la SDN peut adopter des sanctions économiques (embargo) ou refuser l'octroi de crédit à un pays considéré comme agresseur. En dernier recours, elle peut même utiliser la force armée mise à sa disposition par les grandes puissances.

Le bilan de la SDN : quelques réussites...

Le sauvetage économique de l'Autriche-Hongrie, la résolution du conflit alban-yougoslave, mais aussi la gestion du retour de la Sarre au sein de l'Allemagne, sont ainsi à porter au crédit de la SDN. Dans un autre domaine, le Comité sanitaire a lancé une campagne d'éradication des moustiques afin de lutter contre la fièvre jaune et la malaria et de combattre le typhus en Europe. La Commission contre l'esclavage a organisé avec le soutien des troupes coloniales des raids contre les trafiquants et a émancipé plus de 200 000 hommes au Sierra Leone.

L'Organisation internationale du travail a, quant à elle, milité pour l'abolition du travail des enfants, pour le droit des femmes et pour l'adoption d'un rythme de travail de 8 heures quotidiennes et 48 heures hebdomadaires (adoptée par une loi en France en 1919).

... mais aussi des espoirs déçus

Le fonctionnement interne de cette assemblée porte néanmoins en son sein les prémices d'un échec. La SDN est en effet avant tout l'assemblée des vainqueurs de la première guerre mondiale. L'Allemagne n'y sera admise qu'en 1926 en tant qu'« *ami de la paix* » et l'Union soviétique l'intégrera en 1934. Enfin, la première puissance mondiale, les États-Unis, n'adhère pas à la SDN en raison à un vote défavorable du Sénat.

Très vite la montée des nationalismes va mettre à rude épreuve la Société des nations qui ne dispose pas de troupes propres pour faire appliquer ses décisions.

En 1931, elle condamne ainsi sans succès l'annexion de la Mandchourie par le Japon, provoquant juste le départ de celui-ci de la SDN. L'Allemagne lui emboîte le pas dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933. Ce dernier peut ainsi réarmer son pays, rétablir le service militaire (1935), remilitariser la Rhénanie (1936), procéder à l'*Anschluss* (annexion de l'Autriche en 1938) et à l'annexion des Sudètes (1938) sans que la Société réagisse ou s'y oppose. En 1936, l'Italie annexe l'Éthiopie et quitte également la SDN en 1937. Enfin, la Société des nations ne peut empêcher la guerre d'Espagne (1936-1939).

Le discours du Premier ministre anglais, Stanley Baldwin, le 23 juin 1936 à la Chambre des communes résume l'échec et l'impuissance de la Société des nations : « *Nous avons découvert au cours des semaines passées qu'il n'y avait aucun pays, excepté l'agresseur, qui était prêt pour la guerre. Si l'action collective doit être une réalité et pas uniquement un concept, elle signifie non seulement que chaque pays doit être prêt pour la guerre, mais également doit être prêt à la faire immédiatement.* » Après les terribles pertes subies par la France et le Royaume-Uni lors du dernier conflit, ces pays n'étaient pas prêts à se lancer dans une nouvelle épreuve de force. Cet attentisme leur sera fatal. Tirant les leçons de cet échec, la conférence de Yalta créera une nouvelle organisation : celle des Nations unies.

La Grande Guerre

À la veille de la guerre, la France vit les dernières heures de la *Belle Époque*, période de croissance économique qui se conjugue avec le progrès technique. Français et Allemands nourrissent cependant des rancœurs depuis plusieurs décennies et ne doutent pas qu'en cas de conflit les armes nouvelles leur assureront une victoire rapide.

L'Europe à la veille de la guerre

En 1914, la domination européenne est sans partage. Sur le plan démographique, si l'on y ajoute la Russie, l'Europe représente 25 % de la population mondiale. Elle monopolise également 80 % des capitaux mondiaux, du commerce et de la production. La première puissance économique européenne est l'Allemagne (15,7 % de la production mondiale), qui a détrôné le Royaume-Uni, longtemps en tête mais également dépassé par les États-Unis. La France, qui est encore un pays majoritairement rural, ne représente que 5,4 % de l'économie mondiale. Sur-tout, loin de s'entendre, les pays européens s'affrontent pour la suprématie sur le continent et pour le partage des colonies africaines. La France entend ainsi reconquérir l'Alsace et la Lorraine que l'Allemagne lui a enlevées en 1870. Le sentiment anti-allemand est d'autant plus exacerbé en France que les deux pays se sont opposés à plusieurs reprises, ainsi en 1905 et 1911, à propos du Maroc.

Si la France, l'Angleterre et la Russie se sont alliées au sein d'une Triple Entente, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie ont conclu une Triple Alliance ou Triplice. À ce double système d'alliances, s'ajoute une course aux armements dans chacun des deux camps. Entre 1870 et 1914, les dépenses militaires augmentent ainsi de plus de 300 %. Chaque camp se prépare à une guerre et échafaude des plans militaires. En Allemagne, le *plan Schlieffen*, mis au point au début du xx^e siècle, prévoit que les Russes mettront beaucoup de temps à mobiliser leurs troupes, ce qui permettra aux Allemands de concentrer le gros des leurs à l'ouest afin d'attaquer rapidement la France en violant la neutralité de la Belgique. La France vaincue, il ne restera plus qu'à frapper la Russie.



DR



DR

En 1914, la France s'aligne sur la doctrine du *plan XVII* qui prévoit de concentrer les troupes à l'est afin de bloquer les Allemands sur le Rhin et d'occuper l'Alsace-Lorraine. L'état-major français mise aussi sur une attaque massive et rapide des Russes contre les Allemands.

À la veille de la guerre, la Triple Entente peut mobiliser 11 millions d'hommes et la Triple Alliance 9 millions.

La guerre de mouvement

Après que l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie le 1^{er} août et à la France le 3 août, le chef d'état-major allemand Helmut von Moltke applique le *plan Schlieffen* et envahit la Belgique. Les forces franco-anglaises se portent au secours de la Belgique, mais elles sont repoussées par les Allemands qui s'emparent de Bruxelles le 20 août.



DR

Les 19 et 20 août, les Français tentent une percée en Lorraine, mais les fantassins français, dans leur tenue inadaptée à la guerre moderne avec

leurs pantalons couleur rouge garance, sont fauchés par les mitrailleuses allemandes. En deux jours, l'armée française perd 20 000 hommes. Partout les troupes françaises reculent. Le général Joffre décide alors de renforcer le dispositif allié à l'ouest pour éviter un encerclement. Le Gouvernement français qui craint la prise de Paris est évacué à Bordeaux. Cependant, les Allemands effectuent un mouvement tournant qui évite la capitale pour mieux encercler l'armée française. Joffre et Gallieni, gouverneur militaire de Paris, décident alors d'attaquer les forces allemandes sur le flanc. Gallieni réquisitionne des véhicules parisiens (dont les fameux taxis) pour transporter la 6^e armée française près de l'Ourcq et lancer ainsi une contre-offensive. Celle-ci est extrêmement meurtrière, elle est désignée comme la première bataille de la Marne (6 et 9 septembre) et elle se conclut par une victoire des Alliés. Pour avoir échoué, le général von Moltke est démis de ses fonctions. Allemands d'un côté, Français et Anglais de l'autre se lancent ensuite dans une « course à la mer » en direction de la mer du Nord afin d'essayer de se déborder mutuellement. L'Allemagne tente une dernière offensive le 27 octobre 1914, mais les troupes du *Kaiser* sont arrêtées par les Français et les Anglais. Au début de l'année 1915, les deux armées se font face dans une série de lignes de tranchées qui s'étendent de la mer du Nord à la Suisse. Désormais les soldats sont confrontés quotidiennement à la boue, au froid, à la crasse, aux poux et aux rats, avec la peur quotidienne des bombardements qui préfigurent toute attaque.

À l'est, les troupes russes du tsar Nicolas II ont remporté une première victoire à Gumbinnen (19-20 août), mais elles sont défaites par les hommes du général Paul von Hindenburg à la bataille de Tannenberg (27-30 août 1914). Le 1^{er} novembre, l'Empire ottoman se range aux côtés de la Triple Alliance.

La guerre de tranchées

La guerre de mouvement fait place à une guerre de tranchées où chaque camp mène une guerre d'usure pour « saigner à blanc » l'armée adverse. Pour cela on utilise massivement l'artillerie, l'aviation et pour la première fois, le 22 avril 1915 à Ypres, le gaz. Mais l'état-major français ne désespère pas d'enfoncer les lignes ennemies. Il planifie des attaques en Artois et en Champagne qui se soldent par de terribles pertes humaines pour un gain de territoire dérisoire.

À l'est, les Allemands lancent une vaste offensive et mettent en déroute les Russes, qui perdent près de 2 millions d'hommes.

Les Alliés tentent alors de prendre à revers les empires centraux en débarquant dans le détroit des Dardanelles. Le 25 avril 1915, un corps expéditionnaire débarque à Gallipoli, mais il est violemment repoussé : 145 000 hommes y perdent la vie.

En 1916, von Falkenhayn, le chef d'état-major allemand refuse cette guerre d'usure qui asphyxie l'Allemagne alors qu'elle ne possède pas d'empire colonial pour alimenter son effort de guerre en hommes et en matières premières. Il décide d'attirer vers un point défini à l'avance les troupes françaises afin de les anéantir et de forcer le Gouvernement français à signer une paix séparée. Le 21 février 1916, il déclenche à Verdun une vaste offensive. Le commandant de la 2^e armée, Philippe Pétain, organise la défense. Après six mois de combat, le gain territorial est nul, mais des centaines de milliers de combattants des deux camps jonchent le champ de bataille.

En juillet 1916, les troupes franco-anglaises tentent une nouvelle offensive dans la Somme. Le bilan, là encore, est nul : pour 13 km conquis, les Alliés perdent 650 000 hommes. Malgré ces revers cuisants, le général français Nivelle lance une nouvelle offensive en avril 1917 entre Reims et Soissons : 270 000 soldats français sont broyés par les mitrailleuses allemandes. Nivelle est remplacé par Pétain. L'armée française connaît une crise profonde et des mutineries éclatent : les soldats ne refusent pas de tenir leurs positions, mais refusent les attaques inutiles et sanglantes. Des sanctions tombent : environ 3 500 condamnations sont prononcées par les conseils de guerre, avec des peines de prison variables en durée, plus de 550 condamnations à mort et près de 50 fusillés.



DR

L'Allemagne s'est lancée dans une politique de guerre sous-marine contre tous les navires qui ravitaillent l'Angleterre. Ces attaques menacent les intérêts des États-Unis, qui déclarent le 6 avril 1917 la guerre à l'Allemagne. En octobre les premières troupes américaines débarquent en France.

Sur le front russe, de nombreux régiments de l'armée du tsar, mal nourrie, sous-équipée, se mutinent. En octobre, les bolcheviks prennent le pouvoir en Russie et demandent la paix. Le haut commandement allemand décide alors de porter un coup décisif à l'ouest avant l'arrivée massive des Américains.

1918

Le 21 mars 1918, Erich Ludendorff lance l'offensive en Picardie, dans le secteur anglais. Les Alliés plient, les Allemands menacent Paris, mais ils ne peuvent exploiter leur succès faute de réserves suffisantes. Le 26 mars, les Alliés décident de confier le commandement unique de leurs troupes à Ferdinand Foch. Le 15 juillet, les troupes de Ludendorff se portent sur la Marne, mais les Alliés, renforcés par les Américains, repoussent l'attaque, après quinze jours de combats intenses, avec un appui massif d'avions et de chars qui deviennent des acteurs indispensables à la guerre.

En novembre, des mutineries éclatent en Allemagne. Le 9 novembre, le *Kaiser* Guillaume II abdique, la république est proclamée et demande l'armistice, signé le 11 novembre 1918.

La Grande Guerre, qui est le premier grand conflit mondial, fait 9 millions de morts et plus de 6 millions de blessés. Après avoir supporté l'horreur des tranchées, les belligérants désirent vivre en paix. Toutefois, le démantèlement des empires centraux provoque de nouvelles crises. Partout, les femmes qui ont remplacé les hommes entendent à juste titre jouer un rôle plus important dans la société.

Enfin, les États-Unis, deviennent la première puissance industrielle, commerciale et financière mondiale.

Sous la haute direction de monsieur François Pernet, professeur des Universités en histoire moderne

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
Rédacteur au CESA

Le sacrifice *pro patria* durant la Grande Guerre

La première guerre mondiale est associée au culte de l'offensive développé par le commandant de Grandmaison et le lieutenant-colonel Foch, et aux excès auxquels il a conduit notamment à Verdun et au Chemin des Dames. Au-delà de la querelle du consentement qui agite certains historiens, la question se pose alors de savoir sur quelle éthique sacrificielle a reposé ce don de soi des soldats de la Grande Guerre qui suscite encore aujourd'hui tant de passions.

Pour répondre, au moins partiellement à cette question, il est nécessaire d'opérer un retour en arrière et de se rappeler que la période située entre la défaite de la France contre la Prusse en 1871 et l'été 1914 aura été déterminante en matière d'édification d'un nationalisme justifiant à lui seul l'acceptabilité de la mort *pro patria*. L'esprit de revanche qui s'est développé après 1871 aura favorisé un mouvement de réappropriation du national en vue d'une nouvelle confrontation avec l'Allemagne. Cet état d'esprit s'appuie sur une construction de la nation comme dieu séculier remontant, selon Ernst Kantorowicz, au Moyen Âge. Sans aller aussi loin, la Révolution française a largement contribué à l'édification d'une véritable religion civile qui, sans se substituer à la religion spirituelle, s'y ajoute. Rousseau écrivait, dès 1762, qu'« *il importe bien à l'État que chaque citoyen ait une religion qui lui fasse aimer ses devoirs* » et notamment celui de mourir pour la patrie. C'est sur la base de ce parallèle entre religion terrestre et religion céleste que, comme le souligne Kantorowicz, l'État est apparu peu à peu « *comme un corpus mysticum et que la mort pour ce nouveau corps mystique [a] gagné une valeur égale à celle d'un croisé pour la cause de Dieu* ». Se sacrifier pour la patrie revient donc à considérer qu'il existe une transcendance, ce que Jean-Paul Willaime appelle une « *extériorité constitutive* », légitimant l'exigence du sacrifice de la partie pour le tout. À la veille de la première guerre mondiale, il est clair que le sacrifice au sens religieux du terme et le sacrifice *pro patria* sont intrinsèquement liés. En conséquence, l'éthique sacrificielle qui prévaut au moment de la mobilisation est avant tout religieuse. On meurt pour la défense de la nation comme le Christ est mort pour le salut de l'humanité.



Luc-Olivier Merson : Le Sacrifice à la Patrie - « *Bella matribus detestata* » (réalisé à Rome en 1875).

L'exacerbation de la nation comme objet de culte pose le délicat problème de la place de l'individu au sein du collectif. En opérant une synthèse entre religion et politique, certains penseurs, à l'image de Joseph de Maistre, ont survalorisé l'abnégation individuelle au profit de la communauté nationale. Cette instrumentalisation de l'homme comme moyen d'arriver à une fin a largement été employée durant la Grande Guerre. La théorie de l'offensive dite « à outrance » en est une expression. Foch lui-même la valorisera au travers de l'idée d'*effusion sanglante* comme seul moyen « *d'arriver à ses fins* », de vaincre dans une guerre « *qui n'est que sauvagerie et cruauté* ».

Nous trouvons dans l'opposition entre l'homme comme fin et l'homme comme moyen l'expression de la difficulté à se positionner moralement en situation extrême. Kant aurait sans doute rejeté violemment l'idée d'instrumentalisation de l'individu au nom de l'impératif pratique. « *Agis de telle sorte que tu traites l'humanité aussi bien dans la personne de tout autre toujours en même temps comme une fin, et jamais simplement comme un moyen* », nous dit le philosophe allemand. En d'autres termes, pour Kant, l'être humain, entendu comme être de raison, est une fin en soi et ne peut être un moyen au service des fins d'autrui. L'axiome kantien de la valeur absolue de la personne ne s'accommode donc guère des considérations utilitaristes du *pro patria mori*. Tout est question de positionnement : la valeur intrinsèque attribuée à l'homme peut être débattue. Pour Nietzsche, « *[l]'homme est une corde, tendue entre la bête et le Surhumain, – une corde sur l'abîme* ». L'homme serait alors une parenthèse et sa valeur ne pourrait être mesurée qu'à l'aune de son futur.

La mort pour la patrie reposant sur une éthique sacrificielle politico-religieuse est donc le modèle à l'œuvre à partir de 1914. Cependant consentir à se sacrifier n'est jamais gratuit. Le sacrifice repose sur une logique économique. Le soldat ne meurt jamais pour la beauté du geste ou par altruisme désintéressé. La mort *pro patria* n'est évidemment pas indexée à une contre-

partie en nature, étant entendu que la vie n'a pas de prix. En revanche, elle l'est à la reconnaissance de la nation. À ce titre, la quête de reconnaissance des anciens combattants de la guerre franco-prussienne va les amener à participer à la diffusion du nationalisme en France. Les débats actuels sur le devoir de mémoire et les célébrations montrent à quel point cette question demeure essentielle. En valorisant les actes héroïques des Anciens et en structurant l'idée même de nation autour de celle de défense de la patrie, la construction d'un univers de significations partagées favorise la cohésion nationale.

La Grande Guerre aura donc été le lieu d'expression d'une éthique sacrificielle politico-religieuse, latreutique⁽¹⁾ et eucharistique. Si le consentement au sacrifice suprême est aujourd'hui inscrit dans le statut général du militaire, son sens est quelque peu différent de celui des soldats de 14-18. L'évolution des techniques, l'absence de menaces à l'égard du territoire national ou encore l'évolution du rapport à la mort en ont fait une caractéristique professionnelle bien plus qu'un idéal moral. Pour autant le besoin de reconnaissance demeure intact et le sacrifice reste le gage d'une « mort immortelle », de la survie de l'esprit là où le corps périt, d'une éternité inscrite dans la mémoire collective.



1. Se dit du sacrifice offert à Dieu pour reconnaître son souverain domaine sur toutes les créatures.

La Grande Illusion (1937) de Jean Renoir (1894-1979)

Lorsque Jean Renoir réalise *La Grande Illusion*, l'une de ses œuvres maîtresses, les totalitarismes sont en plein essor et la seconde guerre mondiale va bientôt éclater. Dans ce climat social, politique et militaire complexe, le réalisateur de gauche souhaite en appeler à la fraternité en révélant les illusions que représente et suscite la guerre.

Dans *La Grande Illusion*, Renoir mêle ses propres souvenirs de guerre et ceux du général Pinsard, pilote de chasse, mais surtout prisonnier puis évadé pendant la Grande Guerre. Ainsi, dans le film, le capitaine de Boëldieu (Pierre Fresnay) et le lieutenant Maréchal (Jean Gabin) après avoir été abattus en vol par le commandant allemand von Rauffenstein (Erich von Stroheim) sont faits prisonniers. Alors qu'ils creusent un tunnel, ils sont transférés dans un autre camp puis sont accueillis par von Rauffenstein très mal en point dans une forteresse anti-évasion d'où ils tentent à nouveau de s'enfuir.



Le capitaine de Boëldieu (Pierre Fresnay) et le commandant von Rauffenstein (Erich von Stroheim)

DR

L'esprit de fraternité

Pendant la guerre, les classes sociales mues par un idéal commun se côtoient et fraternisent. Pourtant, le film semble montrer qu'il y a plus d'écart entre les classes sociales qu'entre les nations, même ennemies. Ainsi, Boëldieu, officier de la cavalerie et von Rauffenstein, se lient d'amitié grâce à leur éducation aristocratique. Les affinités de classe rapprocheraient-elles plus que l'identité nationale ? Ce film aux contours communistes laisse à ce titre quelque « espoir ». L'esprit de fraternité finit par triompher. Boëldieu se sacrifie pour permettre aux lieutenants Maréchal et Rosenthal (Marcel Dalio) de s'enfuir, au nom de la Liberté. L'aristocratie militaire semble s'éteindre en même temps que la guerre.



Marcel Dalio (1899-1983), Jean Gabin (1904-1976) et Pierre Fresnay (1897-1975)

Un film de guerre pacifiste malmené avec la seconde guerre mondiale

À sa sortie le 9 juin 1937, le film reçoit des critiques dithyrambiques, semblant porté par une gauche pacifiste prônant le rapprochement des peuples, ce que confirme en partie Renoir : « *En faisant La Grande Illusion, j'étais contre la guerre mais pour l'uniforme* »⁽¹⁾. Il dénonce la guerre comme étant une grande illusion, ce à quoi fait écho le titre emprunté au roman du prix Nobel de la paix de 1911, Norman Angell, intitulé : *The Great Illusion : A Study of the Relation of Military Power to National Advantage* (1909) qui traite de l'utopie des guerres économiques. Le film a aussi un immense succès aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Néanmoins, il est interdit au Japon, en Italie et en Allemagne, où il est qualifié d'« *ennemi cinématographique numéro un* ».

Avec les événements de la seconde guerre mondiale, certains éléments sont interprétés sous une lumière nouvelle, comme l'amitié franco-allemande et le comportement du soldat juif Rosenthal. L'amitié devient une incitation à la collaboration avec les Allemands, ou même, en allant plus loin, un désir de réhabiliter les nazis, et Rosenthal, le reflet de la tendance antisémite de la France de l'entre-deux-guerres. Dans un tel contexte, Jean Renoir se voit amené à supprimer la scène d'amour entre Maréchal et l'Allemande Elsa (Dita Parlo), mais aussi celle où Rosenthal donne du chocolat à un soldat allemand. Plus tard, le film est réhabilité et même porté aux nues. En 1958, il est classé parmi les douze meilleurs films au monde de tous les temps (seul film français du classement).



L'illusion est-elle de croire que cette guerre sera la dernière ? Ou encore de croire que la nation existe en tant que telle, alors qu'elle n'est que le produit d'une construction sociale ?

1. Voir article CT n° 47, adjudant-chef Jean-Paul Talimi.

Naissance de l'aviation militaire française et création de la cocarde

En 1912, l'aéronautique militaire est officiellement créée. La même année, l'apposition de la cocarde sur la cuirasse des avions est imposée et réglementée. Véritable symbole, la cocarde constitue un outil de reconnaissance pendant la Grande Guerre.

La naissance de l'aéronautique militaire française

En 1910, l'aéronautique militaire est placée au sein de la première structure à caractère aéronautique : l'Inspection permanente de l'aéronautique militaire, qui dépend de la Direction du génie. Devant le manque d'autonomie de cette composante air, le général Roques, chef de la structure, décide d'imposer une loi instituant l'aéronautique militaire française. Cette loi du 29 mars 1912 crée à la fois le personnel navigant et les troupes, sept compagnies d'aéronautique (ballons et dirigeables), dix sections d'aéronautique (avions) et une compagnie de constructeurs. Le 14 juillet 1912, le président de la République leur remet le nouveau drapeau de l'aéronautique. Le mois suivant, le vote du décret d'application organisant l'aviation instaure officiellement cinq escadrilles, chacune désignée par les initiales de l'avion qui la compose (exemple : HF pour *Henri-Farman*).

La cocarde, symbole de l'aviation militaire

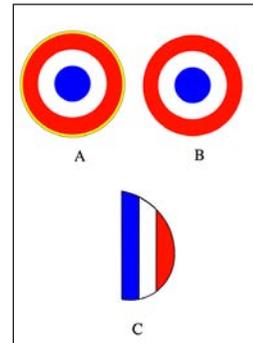
Le 26 juillet 1912, le colonel Hirschauer, inspecteur permanent de l'aéronautique, fait voter une instruction qui réglemente l'immatriculation des appareils militaires et l'apposition de la cocarde tricolore, emblème du drapeau français :

« Les avions porteront désormais les marques suivantes : (...) deux cocardes tricolores de 1 m de diamètre placées respectivement à droite et à gauche du fuselage sous chaque aile des monoplans, ou sur le plan inférieur des biplans. Le centre de cette cocarde se trouvera dans l'axe de l'aile, à égale distance, soit des deux attaches extrêmes du haubanage des monoplans, soit des deux mâts extrêmes des biplans. Les différentes zones de cette cocarde auront les diamètres de 1 m, 0,70 m et 0,40 m. »

La cocarde, outil de reconnaissance pendant la Grande Guerre

La cocarde ne devient visible sur les aéronefs qu'au début de la Grande Guerre. Entre 1914 et 1918, ce type de marquage est adopté par l'ensemble des belligérants afin d'afficher leur nationalité dans le ciel et de se distinguer des autres. Mais gare aux ressemblances, qui ont ainsi conduit les Britanniques à viser leur propre aviation (similitudes entre l'*Union Jack* anglaise et la croix allemande) ! Les Anglais sont par ailleurs à l'origine de l'invention, pendant la guerre, des cocardes basse visibilité, particulièrement efficaces pour la défense nocturne. En jouant sur la taille et le positionnement de leur cocarde, ils ont aussi réussi à tromper l'ennemi sur leur distance réelle, évitant ainsi certains tirs. La Grande Guerre aura donc rendu la cocarde indispensable, faisant surgir dans des cieux de guerre, des couleurs nationales mêlées.

En 1933, l'armée de l'air française est créée et l'apposition de la cocarde devient davantage réglementée. Aujourd'hui, son contour jaune tricolore est un hommage rendu à la *Royal Air Force*.



- A. Cocarde courante
- B. Cocarde de première ligne
- C. Dérive

Sous la haute direction de monsieur Patrick Facon, chargé de mission au CESA

Le comité pédagogique

sous le patronage du général d'armée aérienne Denis Mercier,
chef d'état-major de l'armée de l'air

Général de brigade aérienne Patrice Sauvé, *directeur du Centre d'études stratégiques aérospatiales.*

Colonel Bernard Dartaguiette, *commandant du Centre d'enseignement militaire supérieur air.*

Denise Flouzat, *recteur d'académie, professeur des universités et ancien membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.*

Jean-Pierre Zarader, *agrégé de philosophie.*

Jean-Yves Daniel, *inspecteur général de l'Éducation nationale.*

Odile Fuchs-Taugourdeau, *magistrate, vice-présidente de section au tribunal administratif de Paris.*

Patrick Facon, *chargé de mission au CESA, qualifié aux fonctions de professeur des universités.*

François Pernot, *professeur des Universités en histoire moderne.*

Frédéric Charillon, *directeur général de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).*

Pierre-Henri d'Argenson, *rapporteur à la Cour des comptes.*

Jacques Villain, *historien de la conquête spatiale et de la dissuasion nucléaire, membre de l'Académie de l'air et de l'espace.*

Jean-Marc Albert, *professeur d'histoire de première supérieure.*

« Il y a une limite à toute chose, et il faut toujours la dépasser. »
Georges Guynemer

